

**Volet B****Copie à publier aux annexes du Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé  
au  
Moniteur  
belge**\*19312164\***Déposé  
25-03-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 27/03/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0723578824**Dénomination :** (en entier) : **SILVANA COUTURE**

(en abrégé) :

**Forme juridique :** Société privée à responsabilité limitée**Siège :** Rue de la Croisette 83  
(adresse complète) 7110 Strépy-Bracquegnies**Objet(s) de l'acte :** CONSTITUTION (NOUVELLE PERSONNE MORALE, OUVERTURE  
SUCCURSALE)

L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF,

Le vingt-cinq mars,

Par devant Maître Marc FAUCON, notaire à La Louvière.

A COMPARU

Madame GURRIERI Silvana, née à Haine-Saint-Paul, le 22 septembre 1961, épouse de Monsieur FALZONE Salvatore, demeurant à 7110 La Louvière (Strépy-Bracquegnies), rue de la Croisette, 83, inscrite au registre national sous le n° ...

Mariée à Morlanwelz le 22 septembre 1984 sous le régime légal à défaut de contrat de mariage, régime non modifié à ce jour ainsi qu'elle le déclare.

La personne physique dont le numéro national est mentionné dans le présent acte déclare donner son accord expresse avec la mention de ce numéro dans l'acte et dans toutes les expéditions et extraits qui seront faits de cette acte.

La comparante déclare être capable et compétente pour accomplir les actes juridiques constatés dans le présent acte et ne pas être sujette à une mesure qui pourrait entraîner une incapacité à cet égard telle que la faillite, le règlement collectif de dettes, l'attribution d'un administrateur provisoire ou autre.

I. - CONSTITUTION

La comparante prénommée a requis le notaire soussigné d'acter qu'elle constitue seule une société privée à responsabilité limitée de droit belge dénommée «SILVANA COUTURE» ayant son siège à 7110 La Louvière (Strépy-Bracquegnies), rue de la Croisette, 83, au capital de 135.000,00 EUROS divisé en 100 parts sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/100e de l'avoir social.

La fondatrice a remis au notaire soussigné le plan financier conformément à l'article 215 du code des sociétés.

Le notaire a attiré l'attention de la comparante :

- sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles en vigueur, remplir des conditions d'accès et/ou obtenir des autorisations ou licences préalables,
- sur les dispositions légales relatives, respectivement

\* à la responsabilité personnelle qu'encourent les gérants de sociétés, en cas de faute grave et caractérisée,

\* à l'obligation de remettre au notaire instrumentant un plan financier justifiant le montant du capital de la présente société et

\* à l'interdiction faite par la loi à certaines personnes de participer à la gestion ou au contrôle d'une société.

D'autre part, la comparante reconnaît savoir que tout bien appartenant au fondateur, à un gérant ou à un associé que la société se proposerait d'acquérir dans un délai de deux ans à compter de sa constitution, pour une contre-valeur au moins égale à un dixième du capital souscrit, doit faire l'objet d'un rapport établi par un réviseur d'entreprises désigné par la gérance et d'un rapport spécial établi par celle-ci.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

**Au recto :** Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes  
ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers**Au verso :** Nom et signature.

## SOUSCRIPTION PAR APPORT EN NATURE

### A. Apport en nature :

#### RAPPORTS

1. La société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée dénommée « JOIRIS - ROUSSEAU - Réviseurs d'Entreprises » représentée par Monsieur Sébastien GONET, désigné par la fondatrice, a dressé le rapport prescrit par l'article 219 du code des sociétés. Ce rapport conclut dans les termes suivants :

« Des vérifications effectuées dans le cadre de l'article 219 du code des sociétés, nous sommes d'avis que sous réserve de l'obtention de l'accord formel du transfert du contrat de leasing de la part de l'organisme de crédit :

- l'apport en nature à la SPRL "SILVANA COUTURE" consiste en l'apport d'une branche d'activité composée d'une clientèle et d'un ensemble d'immobilisations corporelles comprenant du mobilier, du matériel d'exploitation et du matériel roulant ainsi que du crédit lié ;

- les biens incorporels, à savoir la clientèle, ainsi que les biens corporels et passifs liés, apportés par la fondatrice, Madame Silvana GURRIERI, à l'occasion de la constitution de la société, ont été contrôlés conformément aux normes édictées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en matière d'apports en nature et que la fondatrice de la société est responsable de l'évaluation des biens apportés, de la détermination de la rémunération attribuée, ainsi que du nombre de parts à émettre en contrepartie de l'apport en nature ;

- la description de l'apport en nature répond à des conditions normales de précision et de clarté ;

- les modes d'évaluation de l'apport en nature arrêtés par les parties sont justifiés par les principes de l'économie d'entreprise, applicables à la présente opération. Les modes d'évaluation retenus conduisent ainsi à une valeur nette d'apport de 135.000,00 € et correspond au moins à la rémunération attribuée en contrepartie, consistant en 100 parts sociales sans désignation de valeur nominale attribuées à Madame Silvana GURRIERI en échange de son apport, représentant un montant en capital de 135.000,00 € de sorte que l'apport n'est pas surévalué.

Nous croyons enfin utile de rappeler que notre mission ne consiste pas à nous prononcer sur le caractère légitime et équitable de l'opération.

Enfin, nous n'avons pas eu connaissance d'événements postérieurs à nos contrôles susceptibles de modifier les conclusions du présent rapport

Fait à Mons, le 22 mars 2019.

SCPRL "Joiris, Rousseaux & Co – Réviseurs d'Entreprises Associés"

Représentée par Sébastien GONET Réviseur d'entreprise associé».

2. La fondatrice a dressé le rapport spécial prescrit par le même article 219 du code des sociétés.

Un exemplaire de ces rapports sera conservé dans le dossier en l'Etude du notaire soussigné.

#### DESCRIPTION DE L'APPORT EN NATURE

L'apport en nature faisant l'objet de ce rapport à l'occasion de la constitution de la société est formé par l'ensemble de l'activité développée par Madame Silvana GURRIERI y compris la clientèle générée au cours des années.

La notion de « clientèle » s'entend dans le sens le plus large du terme et comprend entre autres, le know-how, la documentation, les archives, l'organisation administrative, les contrats, les numéros d'appel téléphoniques et tous les moyens généralement utilisés pour permettre de s'attacher une clientèle de la manière la plus étendue.

La cédante s'engage à ne plus exercer d'activité concurrente ou similaire en Belgique, soit directement, soit indirectement, sauf dans le cadre de la société privée à responsabilité limitée « SILVANA COUTURE ».

Enfin, l'apporteur s'engage à tout mettre en œuvre pour que la clientèle s'attache à la société.

L'apport est réputé avoir lieu ce jour.

#### CONDITIONS DE L'APPORT EN NATURE

1. La société aura la propriété et la jouissance des biens apportés avec effet à la date de ce jour

La société déclare avoir parfaite connaissance des biens apportés et ne pas en exiger une description plus détaillée aux présentes.

2. Les indications ci-dessous ne sont données qu'à titre de simples renseignements et ne sont pas garanties.

3. Tous pouvoirs sont, dès à présent, conférés à l'apporteur, aux fins de rectifier la description de l'apport, s'il y a lieu, en cas d'erreur ou d'omission.

4. La société est subrogée dans tous les droits et actions pouvant exister au profit de l'apporteur notamment pour la réparation des dommages et dégâts passés, présents et futurs causés aux biens apportés.

5. La société supportera à partir de ce jour tous impôts, contributions, taxes qui grèvent ou pourront grever les biens apportés et qui sont inhérents à la propriété, à leur jouissance et leur exploitation.

6. L'apport comprend d'une manière générale tous les droits, créances, actions judiciaires et

extrajudiciaires, recours, bénéfices, garanties dont l'apporteur bénéficie ou est titulaire pour quelque cause que ce soit, dans le cadre des biens apportés, à l'égard de tous tiers.

7. L'apport comprend également les archives et documents comptables relatifs à l'apport, à charge pour la société de les conserver.

8. Tous les frais, honoraires, impôts et charges quelconques résultant du présent apport seront à charge de la société.

9. L'apporteur déclare que les biens apportés sont quittes et libres de toutes dettes, d'inscriptions et de transcriptions généralement quelconques et ne sont pas gagés.

#### RÉMUNÉRATION DE L'APPORT EN NATURE

En rémunération de l'apport ainsi effectué, d'un montant de 135.000,00 €, il est attribué à Madame GURRIERI, qui accepte, pour les biens lui appartenant ci-dessus décrits et apportés présentement en nature, 100 parts, sans mention de valeur nominale, entièrement libérées.

B. Apports en espèces :

Néant .

C. Libération du capital :

La comparante déclare que toutes les parts sociales correspondant à l'apport en nature sont entièrement libérées.

#### II. - STATUTS

##### Article 1 - Forme

La société de droit belge adopte la forme de la société privée à responsabilité limitée.

##### Article 2 - Dénomination

Elle est dénommée «SILVANA COUTURE».

Dans tous documents écrits émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention "société privée à responsabilité limitée" ou des initiales "SPRL" avec le numéro d'entreprise.

##### Article 3 - Siège social

Le siège social est établi à 7110 La Louvière (Strépy-Bracquegnies), rue de la Croisette, 83.

Le siège de la société peut être transféré en tout autre endroit en Belgique ou à l'étranger, par simple décision du gérant, à publier à l'annexe au Moniteur belge.

Le gérant peut, par simple décision, et partout où il le juge utile, en Belgique ou à l'étranger, créer des sièges administratifs, sièges d'exploitation, agences, succursales et filiales.

##### Article 4 – Objet

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger, pour compte propre ou compte de tiers ou en participation avec ceux-ci, dans les domaines de la couture au sens le plus large et autres, toutes opérations de consultance, expertise, intermédiation, courtage, commercialisation, distribution, représentation, consignation, importation, exportation, prospection, exploitation, création, fabrication, conception, transformation, sous-traitance, vente et achat de tous biens, produits et services de toute nature dans les domaines prévisibles et autres.

En d'autres termes, La société a pour objet, pour son propre compte, pour le compte de tiers ou avec la participation de tiers, tant en Belgique qu'à l'étranger :

L'exploitation d'un atelier de couture et de retouche de vêtements ;

Le nettoyage et le repassage de vêtements ;

L'achats de textiles

L'achats d'articles de mode

L'import et l'export, le commerce en gros et en détail de vêtements et lingerie pour hommes, dames et enfants ;

L'exploitation d'ateliers de confection et de retouches, de commerces de textiles et tous articles en gros ou en détail pour hommes, femmes, enfants ;

L'import, l'export, l'achat et la vente d'étoffes et de fournitures (fils à tisser, à tricoter, à coudre, à broder, étoffes, tissus, aiguilles, rubans,...) ;

L'import, l'export, l'achat et la vente de linge de maison (nappe, essuie-mains, mouchoirs, serviettes, ...) et de literie (draps de lit, édredons, couvre-pieds, coussins,...) ;

L'import et l'export, le commerce en gros et en détail d'articles en cuir et de maroquinerie ;

L'entreprise d'organisation de défilés de mode ;

Elle peut, tant en Belgique qu'à l'étranger, faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

La société a pour objet, l'achat, la vente, l'échange, l'exploitation, la location et la gérance de tout immeuble bâti, meublé ou non à l'exception de l'activité d'agent immobilier sensu stricto ainsi que l'achat, la vente, l'échange, la mise en valeur, le lotissement, l'exploitation, la location et l'affermage

de tout immeuble non bâti à l'exception de l'activité d'agent immobilier sensu stricto.  
La société peut notamment se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société liée ou non.  
De plus, la société peut mettre les compétences de tous ses spécialistes à la disposition de ses clients, à l'effet d'accomplir toutes missions, sans limites ni dans le temps, ni dans l'espace, ni dans la nature des prestations.  
Elle peut accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.  
La société peut également exercer les fonctions d'administrateur ou de liquidateur dans d'autres sociétés.

**Article 5 - Durée**  
La société est constituée pour une durée illimitée.  
Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

**Article 6 - Capital**  
Le capital social est fixé à 135.000,00 EUROS. Il est divisé en 100 parts sans mention de valeur nominale, représentant chacune 1/100ème de l'avoir social, libérées chacune à concurrence de 100 % à la constitution de la société.

**Article 7 - Vote par l'usufruitier éventuel**  
En cas de démembrement du droit de propriété d'une ou de parts sociales, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

**Article 8 - Cession et transmission de parts**  
**A/ Cessions libres**  
Les parts sociales seront cessibles exclusivement entre associés que ce soit pour cause de mort ou entre vifs.  
**B/ Cessions soumises à agrément**  
Tout associé qui voudra céder ses parts entre vifs à une personne autre que celles visées à l'alinéa précédent devra, à peine de nullité, obtenir l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois/quarts au moins des parts sociales, déduction faite des parts dont la cession est proposée.  
A cette fin, il devra adresser à la gérance, sous pli recommandé, une demande indiquant les nom, prénom, profession, domicile du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée et le prix offert.  
Dans les huit jours de la réception de cette lettre, la gérance en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des associés, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par écrit dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiennent de donner leur avis seront considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé.  
Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, la gérance notifie au cédant le sort réservé à sa demande.  
Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit associés aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des associés.  
Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours ; néanmoins, l'associé voulant céder tout ou partie de ses parts pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées à leur valeur fixée par un expert. Il en sera de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire.  
Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

**Article 9 - Registre des associés**  
Les parts, nominatives, sont inscrites dans un registre tenu au siège social dont tout associé ou tout tiers intéressé pourra prendre connaissance. Y seront relatés, conformément à la loi, les transferts ou transmissions de parts.

**Article 10 - Gérance**  
La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou morales, associés ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, dans cette dernière hypothèse, avoir la qualité de gérant statutaire.  
L'assemblée qui les nomme fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en cas de pluralité, leurs pouvoirs. S'il n'y a qu'un seul gérant, la totalité des pouvoirs de gérance lui est attribuée.  
La personne morale investie de la qualité de gérant a l'obligation de désigner une personne physique en tant que représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour compte de la personne morale. La désignation du représentant permanent est soumise aux mêmes règles de publicité que s'il exerçait cette fonction en nom et pour compte propre.

**Article 11 - Pouvoirs du gérant**  
Conformément à l'article 257 du Code des Sociétés sur les sociétés commerciales et sauf organisation par l'assemblée d'un collège de gestion, chaque gérant représente la société à l'égard

des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un gérant peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, associé ou non.

#### Article 12 - Rémunération

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat de gérant est rémunéré.

#### Article 13 - Contrôle

Tant que la société répond aux critères énoncés à l'article 15 du code des sociétés, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Dans ce cas, chaque associé possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

#### Article 14 - Assemblées générales

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année le 3<sup>e</sup> jeudi du mois de juin à 18 heures, au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable, autre qu'un samedi.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par la gérance chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur la requête d'associés représentant le cinquième du capital.

Les convocations aux assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont adressées à chaque associé huit jours francs au moins avant l'assemblée par lettre recommandée sauf si les destinataires ont, individuellement, expressément et par écrit, accepté de recevoir la convocation moyennant un autre moyen de communication comme par exemple la voie électronique.

Lors de la constitution de la société, chaque fondateur a accepté immédiatement de recevoir la convocation par voie électronique.

Lors de l'admission d'un nouvel associé au sein de la société, chaque nouvel associé est censé avoir accepté immédiatement, individuellement, expressément et par écrit de recevoir la convocation par voie électronique.

Les convocations ne sont pas nécessaires lorsque tous les associés consentent à se réunir.

#### Article 15 - Représentation

Tout associé, personne physique ou morale, peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire associé ou non mais obligatoirement porteur d'une procuration spéciale.

#### Article 16 - Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut être prorogée, séance tenante, à trois semaines au plus par la gérance.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

#### Article 17 - Présidence - Délibérations - Procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un gérant ou, à défaut, par l'associé présent qui détient le plus de parts.

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Chaque part donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les associés qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un gérant.

#### Article 18 - Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### Article 19 - Affectation du bénéfice

Sur le bénéfice net, tel qu'il découle des comptes annuels arrêtés par la gérance, il est prélevé annuellement au moins cinq (5 %) pour cent pour être affectés au fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital.

Le solde reçoit l'affectation que lui donne l'assemblée générale statuant sur proposition de la gérance, dans le respect des dispositions légales

#### Article 20 - Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la société, la liquidation est effectuée par le ou les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale ne désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle déterminera les pouvoirs et les émoluments.

Après le paiement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif est réparti également entre toutes les parts.

Toutefois, si toutes les parts sociales ne sont pas libérées dans une égale proportion, les liquidateurs rétablissent préalablement l'équilibre soit par des appels de fonds, soit par des remboursements partiels.

#### Article 21 - Élection de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout associé, gérant ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège social.

Article 22 - Droit commun

Pour les objets non expressément réglés par les statuts, il est référé au code des sociétés.

III. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

- Le notaire soussigné a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des autorisations ou licences préalables.

- Les associés, réunis en assemblée générale, prennent ensuite les décisions suivantes:

1° Le premier exercice social commence le jour du dépôt de l'extrait des présents statuts au greffe du tribunal de commerce compétent pour se terminer le 31 décembre 2019.

2° La première assemblée générale annuelle se tiendra en juin 2020.

3° Est désignée en qualité de gérant non statutaire pour une durée indéterminée :

Madame GURRIERI Silvana prévatée et qui accepte.

La gérante est nommée jusqu'à révocation ou démission ou décès.

4. L'assemblée décide de ne pas nommer de commissaire-réviseur.

5° Reprise d'engagements :

La comparante prend à l'unanimité les décisions suivantes :

I. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation avant la signature des statuts.

Tous les engagements, ainsi que les obligations qui en résultent, et toutes les activités entreprises depuis le 1er janvier 2019 par Madame GURRIERI Silvana prénommée, au nom et pour compte de la société en formation sont repris par la société présentement constituée.

Cependant, cette reprise n'aura d'effet qu'au moment où la société aura la personnalité morale.

La société jouira de la personnalité morale à partir du dépôt de l'extrait des statuts au greffe du tribunal compétent.

II. Reprise des engagements pris au nom de la société en formation pendant la période intermédiaire (entre la signature de l'acte constitutif et le dépôt au greffe)

La comparante déclare autoriser Madame GURRIERI Silvana prévatée à souscrire, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social.

Les opérations accomplies en vertu de ce mandat et prises pour compte de la société en formation et les engagements qui en résultent seront réputés avoir été souscrits dès l'origine par la société ici constituée.

Cette reprise n'aura d'effet que sous la double condition suspensive de la réalisation desdits engagements et du dépôt de l'extrait des statuts au greffe du tribunal compétent.

6° - Délégation de pouvoirs spéciaux : Tous pouvoirs spéciaux sont conférés à Madame GURRIERI Silvana et/ou à toutes personnes qu'il désignera pour remplir les formalités postérieures à la constitution, notamment toutes formalités requises pour l'inscription de la société dans la banque carrefour des entreprises, au registre du commerce, à la T.V.A. et à l'O.N.S.S., l'ouverture de comptes bancaires et, en général, toutes formalités nécessaires ou utiles permettant à la société d'entamer ses activités, et ce, avec pouvoir de subdélégation

Les droits d'écritures s'élèvent à 95 euros.

DONT ACTE

Fait et passé à La Louvière en l'Etude, date que dessus.

Et après lecture intégrale et commentée de l'acte, la comparante a signé avec nous, notaire.